



Révolutionner le financement des chaînes de valeur agricoles

Briefing de Bruxelles sur le développement n° 35

Bruxelles, le 5 mars 2014

Le 5 mars 2014, le CTA a organisé le 35e Briefing de Bruxelles sur le développement sur le thème Révolutionner le financement des chaînes de valeur agricoles dans le cadre d'une série de Briefings bimensuels consacrés aux questions liées au développement rural des pays ACP-UE. Plus de 140 participants ont discuté du rôle clé joué par le financement dans le développement des chaînes de valeur et ont attiré l'attention sur les innovations réalisées dans les instruments et services financiers.

Révolutionner le financement des chaînes de valeur agricoles.

Le Briefing a étudié le rôle clé de la finance pour le développement de chaînes de valeur et évoqué le concept de financement des chaînes de valeur agricoles, les nouvelles opportunités pour les financiers et l'évolution du contexte du financement des chaînes de valeur en Afrique.

Partenaires du Briefing :

- CTA
- Commission européenne (DG DEVCO)
- Secrétariat ACP
- Concord

Pour plus d'information sur les Briefings de Bruxelles sur le Développement, visitez:

<http://bruxellesbriefings.net>



Alhaji Muhammad Mumuni



Denis Salord



Michael Hailu

En guise d'introduction, **Alhaji Muhammad Mumuni, Secrétaire général du Secrétariat ACP**, a souligné que, pour la plupart des pays ACP, l'agriculture reste le deuxième secteur économique le plus important et constitue un instrument visant au développement durable et à la réduction de la pauvreté. Néanmoins, certains obstacles continuent de limiter sa compétitivité à toutes les étapes de la chaîne de valeur. La participation ne peut se renforcer que par l'accès à l'autonomie financière. À cet égard, le financement de la chaîne de valeur agricole permet de réduire les coûts et les risques liés au financement. Le financement des chaînes de valeur donne la possibilité aux institutions financières de mieux comprendre la compétitivité et le risque existant dans le secteur agricole.

Denis Salord, Chef d'unité, Programmes régionaux pour l'Afrique subsaharienne et les pays ACP, DG DEVCO, Commission européenne, a mis en exergue l'importance de l'agriculture dans l'économie mondiale. Il a expliqué

que le secteur agricole était confronté à une demande de plus en plus forte dans le monde et que le développement agricole était la principale priorité des programmes de coopération ACP-UE. Pour la plupart de ces pays, l'agriculture est la principale source de revenus.

Un des enjeux liés au développement du financement des chaînes de valeur est la nécessité de mieux identifier les exigences de financement et la mise en place de systèmes pour les gérer. En 2004, l'UE a adopté un plan d'action visant à soutenir les agriculteurs produisant des denrées de base. Depuis 2007, des programmes ont été mis en œuvre afin de favoriser l'accès des petits agriculteurs à des financements mieux adaptés et l'une des clés du succès réside dans la fourniture appropriée d'informations sur le marché.

Pour finir, **Michael Hailu, Directeur du CTA**, a souligné la nécessité de mettre l'accent sur la mobilisation des financements pour les petits exploitants des pays ACP. La productivité doit augmenter



S.E. Frédéric Assomption
Korsaga



Calvin Miller



Lamon Rutten

en améliorant la technologie et l'innovation et des investissements considérables sont nécessaires pour y parvenir. Le manque actuel d'accès au financement est un obstacle majeur pour la plupart des petits exploitants agricoles dans les pays en développement. Le CTA a mis en place un programme d'envergure pour soutenir les petits exploitants, concernant notamment le financement de la chaîne de valeur, et travaille actuellement avec les associations de crédit africaines afin de mieux faire connaître les techniques de financement des chaînes de valeur en Afrique.

Nourrir des villes en croissance rapide avec des aliments de grande qualité représente un défi considérable et il est donc essentiel que toutes les parties développent des relations de confiance mutuelle. En outre, les gouvernements et les banques centrales devraient réfléchir à ce qu'elles peuvent faire pour faciliter les arrangements, notamment les partenariats entre le secteur public et le secteur privé.

Panel 1 : Financement : moteur essentiel du développement des chaînes de valeur

Le premier panel s'est penché sur le concept de financement des chaînes de valeur agricoles, sur les nouvelles opportunités pour les organismes de financement et sur le nouveau contexte de financement

des chaînes de valeur en Afrique, notamment le développement des TIC en soutien à des applications novatrices. Il était modéré par **Son Excellence Frédéric Assomption Korsaga, Ambassadeur du Burkina Faso.**

Calvin Miller, chef de groupe de la FAO en charge de l'agribusiness et du financement, a ciblé son discours sur le concept du financement des chaînes de valeur agricoles et leurs différents types de modèles commerciaux. Il a souligné que l'augmentation des prix des denrées alimentaires préoccupait de nombreux gouvernements et intéressait de plus en plus les investisseurs spécialisés dans l'agriculture. L'intégration aide le financement de la chaîne de valeur et réciproquement.

L'objectif est d'aligner le financement avec les besoins du secteur et de réduire les coûts et les risques associés. Il n'est pas nécessaire d'essayer de tout changer en passant par chaque agriculteur. La réussite de la Bolivie démontre que cela peut fonctionner si tous les éléments moteurs sont là : les capacités, la bonne gouvernance, la responsabilité, etc.

En résumé, le financement des chaînes de valeur n'est pas un remède universel. Par ailleurs, les parties prenantes doivent veiller à ne pas perdre de vue le besoin de diversification des petits exploitants qui participent à plusieurs chaînes. Le financement de la chaîne de

valeur est une approche intégrale du financement. Nous pouvons profiter des connaissances existant au sein de la chaîne de valeur pour essayer d'améliorer nos processus et parvenir à une solution gagnant-gagnant.

Lamon Rutten, Chef de programme en charge des politiques, des marchés et des TIC, CTA, a exposé les raisons pour lesquelles les chaînes de valeur sont un bon investissement et sur les éléments nécessaires pour les soutenir.

La nécessité de garantir l'approvisionnement de denrées de base et la diminution de l'exposition au risque constituent une incitation à investir davantage dans les chaînes de valeur. Par ailleurs, en ce qui concerne les facteurs d'attraction, les consommateurs réclament des chaînes de valeur de qualité et les investisseurs sur les marchés de capitaux recherchent de nouveaux moyens d'investir leur argent. Néanmoins, des efforts importants sont nécessaires pour faire de ce potentiel une réalité.

Il existe deux possibilités d'augmenter le financement général du secteur de 50 %. Soit l'agriculture devient beaucoup plus rentable, soit les financements externes augmentent de façon radicale.

En ce qui concerne le financement de l'agriculture, les investisseurs sont confrontés à deux risques principaux. D'une part, l'incapacité des agriculteurs à rembourser leurs

Révolutionner le financement des chaînes de valeur agricoles | POINTS FORTS



Saleh Usman Gashua



Kanayo Awani



Lee H. Babcock

prêts et d'autre part, leur réticence à rembourser. Si le processus se passe bien, la production sera sûre et très facile et le financement pourra se poursuivre tant que la VC fonctionnera. Nous devons nous inspirer des meilleures pratiques. En d'autres termes, identifier les compétences idoines et le bon état d'esprit. De plus, il faudrait que les gouvernements et les banques centrales soient proactifs, car actuellement, de nombreuses banques centrales africaines répondent de façon adaptée à la réalité des économies africaines.

En conclusion, le financement des chaînes de valeur est un outil essentiel pour permettre à l'agriculture de relever les défis actuels, mais c'est aussi une superbe opportunité pour les banques.

Saleh Usman Gashua, secrétaire général d'Afraca, a mis l'accent sur les moyens d'améliorer le caractère inclusif du financement rural et agricole. L'agriculture occupe une position majeure dans les économies nationales, car le secteur représente le moteur principal de la croissance, de la création de richesse et d'emplois, de la sécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté. Le problème est que les investissements dans l'agriculture ont été faibles, puisque seulement un pour cent des prêts commerciaux en Afrique ont été octroyés au secteur agricole en 2010. L'élément essentiel est le réseau. Bien que la microfinance, la finance rurale et la finance agricole se ressemblent,

chacun de ces trois secteurs dispose de statistiques distinctes.

Les défis sont nombreux. Les gouvernements n'ont pas réussi à atteindre l'objectif défini dans la déclaration de Maputo, à savoir de réserver 10 % de leur budget à l'agriculture. La participation du secteur privé, qui est supposé être le moteur de l'agriculture africaine, reste faible et l'on peut observer une entrée lente et inégale des institutions financières dans l'offre de services financiers aux activités agricoles et rurales.

En ce qui concerne le rôle d'Afraca, un de ses domaines clés d'intervention est le renforcement des capacités. À cet égard, elle a recours à une stratégie ascendante, allant de l'institution au pays, puis au niveau subrégional. En conclusion, prêter au secteur agricole n'est pas aisé, malgré toutes les interventions.

Kanayo Awani, Directrice, Branche Commerce et Finance, Afreximbank, Égypte, a présenté les nouvelles opportunités pour le financement du commerce africain.

Un certain nombre de facteurs ont inhibé le flux de ressources financières visant à soutenir les activités dans la chaîne de valeur agricole africaine. Il s'agit entre autres : des faibles investissements du secteur public ; des risques des catastrophes élevés (climat, etc.) ; du mauvais état des infrastructures agricoles ; de l'absence ou de l'inadéquation du

marché des assurances agricoles ; de la mauvaise réglementation du secteur agricole ; de la fermeture des Conseils de denrées dans les années 1980 et 1990 ; des connaissances limitées sur la production agricole et les pratiques de maintenance agricole.

En ce qui concerne le rôle d'Afreximbank dans le financement des chaînes de valeur agricoles, la Banque soutient divers programmes dans plusieurs pays, comme le Cameroun, la Côte d'Ivoire et le Nigéria. Le soutien de la Banque au secteur agricole a progressé au fil des années, ce qui peut s'expliquer par l'adoption de réformes agricoles dans un certain nombre de pays d'Afrique. La Banque n'aide pas seulement les pays au moyen de financements, mais offre également des services de conseil. Parmi les programmes lancés par l'Afreximbank, on peut citer l'initiative en faveur du cacao africain, dont l'objectif est de fournir des financements à long terme pour la création de capacités de transformation. La Banque essaie également d'améliorer les accords et encourage les États à émettre des « obligations cacao ». Mme Awani a invité les partenaires à rejoindre la Banque afin de soutenir la transformation du secteur agricole en Afrique.

Lee H. Babcock, expert en finance mobile agricole, États-Unis, a décrit les avantages stratégiques des services financiers mobiles et les manières de les appréhender.



S.E. Brave Ndisale



Hans Bogaard

Dans les pays en développement, la pénétration des téléphones mobiles est phénoménale. Par ailleurs, les investisseurs cherchent à s'étendre aux zones rurales. Donc, nous avons d'un côté des agriculteurs équipés de téléphones et de l'autre, d'importants investissements étrangers directs. Pour les petits exploitants agricoles, les avantages des comptes bancaires mobiles sont nombreux : ils peuvent envoyer et recevoir des paiements de façon plus sécurisée et éviter les transactions en liquide ; la productivité augmente et ils disposent d'une identité financière.

Toutefois, il existe des obstacles au développement de plateformes agricoles sur téléphone mobile, comme l'illettrisme et l'absence de confiance entre les gens. Cela représente une opportunité fantastique de relier les objectifs du secteur privé et ceux du développement agricole. Pour surmonter ces obstacles, il faut suivre trois étapes. Premièrement, il est nécessaire d'effectuer une étude de marché sur les comportements des agriculteurs en ce qui concerne l'utilisation de l'argent liquide. Deuxièmement, après avoir gagné en visibilité, il faut commencer à organiser des discussions et des alliances stratégiques. Enfin, il faut intégrer les services financiers mobiles aux interventions dans les chaînes de valeur agricoles. Du côté de la demande, il faut sensibiliser et éduquer les agriculteurs aux fonctionnalités et aux avantages de

l'argent mobile. L'offre de son côté doit être stimulée.

Le principal objectif est de créer un écosystème global de services financiers agricoles mobiles afin de rendre les chaînes de valeur plus efficaces et performantes.

Le débat était principalement consacré à l'accès des femmes au financement. Tous les participants ont convenu que cette question était très importante et que les efforts doivent se poursuivre. Le manque de coordination entre les différents acteurs et les obstacles à l'utilisation des TIC ont également été abordés au cours du débat.

Panel 2 : Innovations en matière d'instruments et de services financiers

Le second panel, présidé par **Son Excellence Brave Ndisale, Ambassadrice du Malawi**, a présenté des exemples concrets d'applications actuelles sur le terrain démontrant le potentiel du financement de la chaîne de valeur pour transformer l'agriculture africaine.

Hans Bogaard, Responsable des activités de conseil auprès de l'agro-industrie, Rabobank, a présenté des exemples pratiques de financement de la chaîne de valeur. Les exemples des

banques les plus importantes de Tanzanie et de Zambie sont deux exemples de réussite majeurs de Rabobank. En Zambie, Rabobank s'est associée avec Zanaco, la première banque agricole du pays. La Zambie a l'avantage de déjà disposer des infrastructures agricoles nécessaires. En Tanzanie en revanche, il était nécessaire d'adopter le financement de la VC et l'enjeu est maintenant d'atteindre les nouveaux agriculteurs et les marchés moins intégrés.

L'agrofinancement est le résultat d'un environnement propice et d'une bonne organisation. Si tous les facteurs sont bien organisés, l'agrofinancement va venir automatiquement. En ce qui concerne l'agrofinancement, la segmentation du marché joue un rôle très important. Il est plus aisé de financer de grands exploitants, entreprises et négociants, mais il est plus difficile de descendre à la base. La banque doit comprendre que chaque segment demande une approche différente.

L'agriculture devrait être considérée comme une activité commerciale et la connaissance est essentielle. Nous devons donc investir dans la connaissance et les systèmes du secteur agricole. La priorité doit être la capacité de paiement ; les sûretés réelles et les garanties viennent après. Ensuite, les banques agricoles détenues par l'État ne fonctionnent pas parce que le politique intervient toujours trop. M. Bogard a déclaré

Révolutionner le financement des chaînes de valeur agricoles | POINTS FORTS



Hans Balyamujura



Priscilla Wambui Muiruri

que Rabobank croit au rôle que les banques commerciales peuvent jouer avec les parties prenantes rurales pour aider l'agriculture. Dans ce contexte, la Banque doit collaborer plus étroitement avec les négociants et les transformateurs et ne pas cibler seulement les agriculteurs, mais l'ensemble de la chaîne de valeur .

En Ouganda, Rabobank finance le secteur du riz. ICM, une entreprise australienne, investit dans des moulins à riz. Un autre point positif est que les syndicats ont été encouragés à participer dans les moulins. Un accord tripartite a été conclu entre le syndicat rizicole, le moulin à riz et la banque, ce qui a transformé la chaîne de valeur. La Banque finance non seulement le moulin, ce qui est la partie la plus facile, mais aussi le syndicat, les coopératives et les agriculteurs. Il s'agit d'une tâche complexe en raison de la coordination nécessaire entre les différents partenaires.

Hans Balyamujura, Cofondateur et PDG de ZED Group Limited, a parlé de l'établissement du lien entre les entrepreneurs ruraux et les services financiers. En moyenne, l'ensemble des activités agricoles en aval et en amont représente 78 % de la valeur ajoutée dans toutes les chaînes de valeur agricoles. La question est : comment l'agriculteur en extrait-il la valeur ? Autre élément, seuls 1 à 3 % environ des dettes commerciales concernent l'agriculture. Le défi le plus important concerne le bas de la pyramide. La question est de savoir

comment relier les différentes chaînes existant au sein de la chaîne de valeur à la chaîne de valeur principale. Une des plus grandes difficultés repose dans le manque de données.

Quand on examine la nouvelle génération de modèles de petites exploitations agricoles, nous pouvons placer en haut la production agricole et en bas la production d'intrants. Nous devons également analyser les risques et les aspects techniques tout au long de la chaîne de valeur et déterminer qui est l'entrepreneur rural. Les organisations agricoles jouent également un rôle crucial dans la structuration du processus.

L'objectif est de regrouper les différents écosystèmes. Quality Food Products Limited (Tanzanie) représente un bon exemple d'entrepreneur œuvrant à la création d'une chaîne de valeur totalement intégrée. La Confédération des syndicats agricoles d'Afrique australe (SACAU) joue un rôle majeur pour assurer un modèle de fonctionnement évoluant autour de l'agriculteur. Le défi est de déterminer comment participer aux chaînes de valeur sans les détenir.

Le financement des chaînes de valeur et l'environnement numérique offrent de nouvelles opportunités, mais nous n'avons pas encore analysé les capacités pouvant être générées à partir du téléphone mobile.

Actuellement, l'Afrique connaît une croissance économique importante. Nous devons nous assurer que les interventions ont lieu dans la plus grande proximité possible avec le bas de la pyramide, qu'elles relient le bas de la pyramide de façon mieux organisée, avec responsabilité et transparence, et en créant l'accès aux marchés par l'intégration de la chaîne de valeur.

Priscilla Wambui Muiruri, spécialiste en agribusiness, KAPAP, a présenté l'expérience du Kenya en matière de financement des chaînes de valeur. L'agriculture contribue à 26 % du PIB du Kenya et fournit 70 % des emplois dans les zones rurales. Kenya Vision 2030 est le plan d'action lancé afin que le Kenya devienne un pays compétitif au niveau international et prospère avec une haute qualité de vie d'ici à 2030. À cet égard, le secteur financier doit jouer un rôle majeur dans la mobilisation des ressources et essayer de promouvoir des partenariats entre le public et le privé.

Il est évident que tous les acteurs de la chaîne de valeur sont interconnectés, qu'ils viennent du public et du privé et que dans chaque chaîne des chaînes de valeur, un soutien financier est nécessaire.

En ce qui concerne les produits financiers dans le secteur agricole, Kilimo Biashara (agribusiness) relie les agriculteurs et les marchés en améliorant l'accès au crédit. Certains partenaires,

Révolutionner le financement des chaînes de valeur agricoles | POINTS FORTS



David Ruchiu



Adam Gross

comme l'Equity Bank, prêtent leurs propres fonds, avec des conséquences positives comme l'augmentation de la productivité et des investissements, ce qui a également permis à un nombre accru d'agriculteurs d'accéder aux financements. Il faut souligner que les agriculteurs mobilisent de plus en plus leurs propres ressources. On peut citer par exemple le Keretai Self Help Group, qui a augmenté sa production grâce au crédit. Cependant, certaines difficultés persistent comme l'irrégularité du partage d'information sur les déboursements de prêt, les mauvaises interconnexions dans l'accès au marché et l'illettrisme élevé parmi les petits exploitants.

La technologie pourrait jouer un rôle dans l'amélioration de l'accès aux financements pour les agriculteurs. Il est maintenant nécessaire d'établir un système d'informations sur les marchés, de démystifier les procédures d'acquisition de prêts par le renforcement des capacités ; d'encourager la mobilisation des propres économies de groupes d'agriculteurs et l'interconnexion aux instruments financiers ; et également d'intégrer la production, le financement et le marketing.

David Ruchiu, Africa Director, Farm Concern International, Kenya, a décrit l'E-warehouse Initiative. Les petits exploitants sont très vulnérables. L'agrofinancement est fondamental, mais reste complexe, car il est difficile d'attirer les investissements. Nous devons mettre l'accent sur

les téléphones mobiles pour attirer le secteur agricole et garantir que la technologie est accessible, et augmenter la valeur en facilitant l'accès aux services financiers.

Le système de collecte de données connu sous le nom d'« E-Warehouse » fournit un accès à toutes les données. E-Warehouse augmente la valeur conservée par les petits exploitants pour leurs cultures en facilitant l'accès aux services financiers mobiles et améliore leur accès au marché. Cet environnement fournit des données sur la valeur des produits pendant la période de récolte. Les agriculteurs devraient utiliser cette nouvelle technologie pour se connecter aux informations. Cette technologie facilite tout le processus, car les paiements sont simples. Les agriculteurs peuvent alors vendre après la période de la récolte.

Adam Gross, conseiller en investissement et en marchés de capitaux, Nepad Business Foundation, a mis l'accent sur le développement des bourses de produits. En Afrique, il existe aujourd'hui environ un millier de systèmes d'entrepôts qui stockent les matières premières dans un dépôt. La version la plus simple de la bourse d'échange est l'échange au comptant pour le commerce de produits physiques. L'adaptation la plus sophistiquée est un modèle du Malawi pour l'échange de produits alimentaires. Le dernier type d'échange, qui est fréquent sur de nombreux marchés en Europe,

est un échange à terme. Il s'agit généralement d'un échange financier pour la gestion du risque lié au prix. C'est le modèle utilisé par la bourse de produits d'Afrique du Sud.

Après la récolte, les agriculteurs apportent les produits à un entrepôt où ils sont pesés et calibrés. Un récépissé d'entrepôt est ensuite émis, qui certifie la qualité, la quantité et l'emplacement du produit. Ensuite, les produits sont stockés. À la bourse de matières premières, l'agriculteur dispose de deux options : il peut vendre immédiatement au prix du marché en vigueur, ce que l'on appelle une opération au comptant, ou il peut accéder au financement. Cela signifie qu'il peut conserver la matière première en stockage, recevoir le financement d'une banque et attendre que le prix augmente. Quand le prix est acceptable, il peut vendre la matière première, payer la taxe de dépôt et l'entreposage, l'emprunt à la banque et recevoir des espèces.

Les bénéfices d'une bourse soutenant les principaux aspects des transactions financières de la chaîne de valeur sont nombreux et concernent les prix, les garanties, les gages, l'évaluation, la liquidation, la performance, la gestion des risques et la liquidité. Ainsi, la bourse de matières premières ne propose pas de financement des chaînes de valeur, mais est une institution efficace pour la gestion du financement des chaînes de valeur.

En ce qui concerne les risques liés à l'intégration des chaînes de valeur pour l'agriculteur, si la CV s'effondre, l'agriculteur est également perdant, souvent pour des raisons qui n'ont aucun rapport avec ses propres activités. L'avantage de la bourse de matières premières est que les agriculteurs peuvent accéder à différents acheteurs, négociants, marchés d'exportation. Ainsi, la bourse de matières premières (comex) crée également un certain niveau de flexibilité.

Aujourd'hui, en Afrique, seules trois bourses peuvent être considérées comme totalement fonctionnelles : la Johannesburg Securities Exchange (JSE), Afrique du Sud ; l'Agricultural

Commodity Exchange of Africa (ACE), Malawi et l'Ethiopian Commodity Exchange (ECX), Éthiopie. Ces exemples montrent qu'une comex peut fonctionner dans n'importe quel contexte africain. Ainsi, l'on peut dire que les bourses de matières premières sont une réussite en Afrique. Cependant, des défis subsistent, comme le manque d'adéquation avec les politiques gouvernementales ; l'assurance que la valeur sera créée pour toutes les parties prenantes (négociants, transformateurs et acheteurs) ; la standardisation de la qualité des matières premières ; la mise en place d'un marché régional, préférable aux plates-formes de négociation et aux petits marchés nationaux.

Le Briefing a été conclu par Son Excellence Brave Ndisale, ambassadrice du Malawi, qui a souligné que, comme les intervenants l'ont démontré, le financement des chaînes de valeur agricoles doit être révolutionné. Faire correspondre les financements avec la chaîne de valeur et avec les besoins des agriculteurs est fondamental. Il est également essentiel d'augmenter les bénéfices et le revenu des acteurs en bas de la pyramide afin de renforcer leur participation à l'entreposage et au développement des bourses de matières premières. Enfin, Mme Ndisale a souligné que la finance mobile présente de nouvelles opportunités pour l'Afrique.

Pour plus d'informations, consultez :

- Briefings de Bruxelles : <http://brusselsbriefings.net>
- Recueil : <http://tinyurl.com/m83vg9h>
- Rapport préparé par Isolina Boto, Manager du Bureau du CTA à Bruxelles et Jonathan Pfund, Assistant de recherche.